

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

L'ennemi des Européens

A PRES la conférence de presse de Giscard, un fait ressort avec force des commentaires : c'est l'unanimité des partis, sauf un, sur l'Europe. Pour les politiciens, l'intérêt principal du discours présidentiel résidait dans les positions prises sur les institutions européennes : les giscardiens sont, bien entendu, d'accord avec Giscard ; le RPR souligne « la convergence de vues » ; quant au PS, il juge « satisfaisantes » les déclarations du chef de l'Etat.

Voilà donc trois partis politiques de la bourgeoisie réunis dans une commune volonté de renforcer la construction de l'Europe.

Une Europe des monopoles assurément ! Mais n'est-ce pas la seule qui puisse, aujourd'hui, se construire ?

Une Europe qui, d'ores et déjà, est un instrument pour assurer l'avenir du capitalisme ouest-européen dans un monde dont Giscard se plaît à rappeler « qu'il est difficile ».

Mais la cause est-elle entendue quand on a dit ça ? Non. Cette Europe, nous avons déjà eu l'occasion d'en souligner le principal effet qui est autre : contrecarrer la domination et les tentatives de domination des superpuissances, constituer un obstacle aux visées hégémoniques de l'URSS.

Or, c'est cet hégémonisme qui fait peser la principale menace sur l'indépendance des pays et la libération des peuples. L'actualité, quotidiennement, en fournit des preuves supplémentaires.

C'est cette menace que la direction du PCF s'applique consciencieusement à nier, à masquer.

L'agressivité de Brejnev, ils la parent de belles couleurs pacifiques pour désigner à la vindicte « l'Allemand », tour à tour dépeint comme nazi ou social-démocrate, présenté comme responsable de tous nos maux, recelant les pires menaces.

« Non », c'est aux cris de « Non à l'Europe allemande ! » que les dirigeants mènent une campagne acharnée contre la CEE.

Notons qu'heureusement ces dirigeants sont plus isolés qu'ils ne veulent le dire puisque les deux principaux partis révisionnistes ouest-européens — le PCE et le PCI — sont partisans, sans réserve, de la construction européenne.

Il importe d'établir largement les faits devant les travailleurs car la réalité suffit à ruiner la campagne des Marchais-Leroy.

C'est l'intérêt du combat de la classe ouvrière que l'on développe l'unité des travailleurs et des peuples européens, l'unité avec la classe ouvrière allemande. C'est l'intérêt du combat de la classe ouvrière que soit dénoncé le vieux chauvinisme bourgeois antiallemand, aujourd'hui repris par la direction du PCF.

Pierre MARCEAU

Racisme

Giscard rassure, ses flics frappent

Mercredi les flics interviennent au foyer SONACOTRA de Colombes, un immigré est tabassé dans le métro par la police RATP, une nouvelle plainte est déposée contre des policiers tortionnaires et racistes. C'est au moment où Giscard et Stoléru nient le racisme !

(Voir articles page 3)



Communiqué du FPLE

Soviétiques et Cubains contre l'Erythrée



Des combattants du FPLE

D EPUIS samedi 18 novembre, les forces d'occupation éthiopiennes au nombre de 120.000 hommes appuyées par l'aviation, les chars et les blindés, se sont lancées dans une nouvelle offensive de grande envergure pour tenter de reconquérir les zones libérées de

notre pays. L'Union soviétique et Cuba y prennent part directement. Il est à noter que l'offensive coïncide avec la signature, qui

vient d'avoir lieu, du traité (de sainte alliance) entre l'URSS et l'Ethiopie.

Cette agression montre à quel point les déclarations de « bonne intention » de Moscou et de La Havane ces derniers temps, concernant un « règlement politique » en Erythrée, n'étaient finalement qu'un rideau de fumée cachant les préparatifs d'agression contre notre lutte de libération nationale.

De ce fait, ils assument la pleine responsabilité de toutes les conséquences qui découleraient de l'aggravation de la situation. Par précaution, pour préserver ses forces, l'armée populaire du FPLE a décidé le 21 novembre d'évacuer l'axe Asmara-Massaouah.

Nous tenons à réaffirmer que notre peuple aguerri par dix-huit années de lutte, comptant sur ses propres forces, saura châtier, comme il convient, les agresseurs qui bafouent notre droit inaliénable à l'indépendance. Nous en appelons à l'opinion, à toutes les forces progressistes et démocratiques pour qu'elles manifestent énergiquement leur condamnation des nouveaux crimes contre notre peuple.

Paris, le 22 novembre 1978.

(1) Front populaire de libération de l'Erythrée.

(Voir page 2)

Un scientifique célèbre s'interroge sur la campagne anticambodgienne

Il faut être honnête et rigoureux

ALORS que Jean Lacouture a publié un livre accreditant, on ne peut plus largement, la thèse de massacres massifs au Kampuchea (Cambodge), une personnalité célèbre, le linguiste américain Naom Chomsky s'élève, dans une lettre adressée au *Nouvel Observateur* (No 732), contre les méthodes non scrupuleuses employées par Lacouture pour convaincre l'opinion publique. Ce que Chomsky reproche à Lacouture, c'est sa démarche, absolument anti-scientifique, qui consiste à affirmer qu'il y a crime sans pouvoir faire reposer cette affirmation sur la moindre enquête sérieuse.

Et nous ne pouvons que souscrire à l'exigence de rigueur de Chomsky, même si, en l'absence de faits et de preuves précis, l'affirmation de Chomsky selon laquelle « les atrocités ont été substantielles » ne nous paraît pas s'inscrire dans le cadre de la démarche scientifique qu'il défend justement contre les affabulations de Lacouture. Voici quelques extraits de cette lettre dont l'honnêteté est positive.

NOS divergences, selon moi, tournent autour de trois questions : 1. Est-il important d'être scrupuleux sur les faits, au Cambodge ou ailleurs ? 2. Que se passe-t-il dans le Cambodge de l'après-guerre ? 3. Faut-il envisager les conséquences humaines de ce que nous faisons quand nous entreprenons une action politique ?

Première question : apparemment, Lacouture pense que l'exactitude des faits n'est pas très importante. (...) Ce n'est pas mon cas. Deuxième question : dans *The nation* - mon article auquel Lacouture se réfère - nous faisons remarquer qu'il y a une grande palette d'opinions chez les spécialistes quant à l'importance des atrocités aussi bien que de leurs causes (la

politique gouvernementale, la revanche des paysans, la famine et la maladie qui sont, dans une large mesure, le legs de la guerre américaine, etc.). Lacouture, qui se tient sur une position extrême, est convaincu que le régime est systématiquement en train de « massacrer » et d'« affamer » la population. Peut-être a-t-il raison. Il me convaincrait davantage, en tout cas, s'il était plus précis.

D'autres, qui ne considèrent pas les faits comme des éléments secondaires, interprètent différemment et croient que tout n'est pas encore clair et que, en regard de la situation actuelle, il faut prendre en compte les facteurs historiques, culturels et idéologiques. Lacouture ridiculise cette façon de voir les choses dans son papier du 2 octobre.

Je ne crois pas qu'on puisse l'écarter si vite.

Quand Lacouture affirme que le gouvernement s'est engagé dans un programme systématique de massacre de la population, comme il l'exprime presque explicitement dans le *New York Review*, sa thèse n'est pas étayée par les travaux d'observateurs attentifs que je ne peux citer ici (...)

Il me semble que, dans des pays comme la France ou les Etats-Unis, au passé historique récent que je ne rappellerai pas, il est particulièrement important d'être scrupuleux sur les faits dans leurs anciennes colonies. (...) Pour citer un exemple, les allégations de Lacouture sur l'extermination de deux millions de personnes par les Khmers rouges ont déjà trouvé un écho chez un sénateur américain qui réclame l'intervention militaire au Cambodge. (...) Les conséquences probables d'allégations erronées ne sont-elles pas matière à réflexion ?



Enfants érythréens tués par le napalm soviétique

Suites du traité entre l'URSS et l'Ethiopie

Engagement accru de Moscou en Erythrée

LE traité d'amitié signé entre Brejnev et le président de la junte éthiopienne, Mengistu, ressemble en fait beaucoup au

traité signé, il y a quelques semaines entre l'URSS et le Vietnam. Il est clair que ce traité a pour principale conséquence immédiate de renforcer la coopération militaire entre l'URSS et le régime de Mengistu. L'article 4 du traité stipule que « les parties contractantes continueront à faire tous leurs efforts (...) en vue de régler tous les litiges internationaux par des moyens pacifiques, sans préjudice du droit légitime des Etats de se défendre individuellement ou collectivement contre l'agression ».

éthiopienne dans tous les foyers de guerre entretenus par Moscou.

Actuellement, ce sont les Cubains qui remplissent cet office, Moscou semble vouloir diversifier ses sources, institutionnalisant ainsi un nouveau trafic international au niveau des Etats : des armes contre des hommes.

Au même moment, la coïncidence n'est que trop évidente, on apprenait que les troupes éthiopiennes avaient entamé une nouvelle offensive contre les maquis érythréens. Celle-ci serait centrée sur le nord de la ville de Keren, sur deux fronts, annonce à Londres Michael Kashai, un membre du comité central du Front populaire de Libération de l'Erythrée.

Cette nouvelle offensive met en pièces toutes les spéculations qui avaient été faites sur une soi-disant intention de Moscou de se désengager du conflit érythréen.

En fait, il semble que ce soit exactement le contraire qui se produise et qu'un engagement encore plus affirmé des Soviétiques soit la conséquence logique du traité signé entre Brejnev et Mengistu.

Serge FOREST.

L'impérialisme américain trouve un nouveau moyen pour occuper la Corée

ALORS qu'il y a juste trois ans, l'ONU adoptait une résolution préconisant la dissolution du « Commandement des forces des Nations unies » en Corée du Sud et le retrait de leurs troupes, les USA viennent de trouver un nouveau moyen pour continuer à occuper le sud de la Corée : la mise en place d'un « commandement des forces alliées sud-coréo-US ».

Comme l'indique une déclaration gouvernementale de la République démocratique et populaire de Corée : « La fabrication du commandement des Forces alliées sud-coréo-US par les Etats-Unis est une manœuvre d'agression ouverte visant à occuper à jamais la Corée du Sud par la force. »

En fait cette manœuvre de l'impérialisme américain a pour but de ne pas appliquer la résolution de l'ONU. Comme on le sait, c'est sous le drapeau de l'ONU que les USA avaient envahi le sud de la Corée. Maintenant que l'ONU a adopté une résolution contre la perpétuation de cette occupation faite en son nom, les USA ont créé ce « commandement » fantôme pour prolonger leur occupation sans avoir l'air de violer la résolution de l'ONU.

« Si les Etats-Unis, au lieu de dissoudre leurs appareils militaires en Corée du Sud, ont mis sur pied, en toute hâte un nouvel appareil comme le « commandement des Forces alliées sud-coréo-US », cela vise à ne pas retirer les troupes US de Corée du Sud, à y perpétuer leur domination coloniale et à encourager la clique fantôme sud-coréenne, qui est isolée et rejetée de l'intérieur et de l'extérieur et à appuyer par la force la fabrication de « deux Corées ». Cette nouvelle mesure belliciste des USA est dirigée contre le peuple coréen, elle empêche le règlement pacifique du problème coréen, c'est un obstacle à la réunification indépendante et pacifique du pays à laquelle œuvre depuis de nombreuses années le gouvernement de la République populaire de Corée. Conformément à la résolution de l'ONU, les USA doivent retirer toutes leurs troupes et armes de Corée du Sud. »

Replacé dans le contexte éthiopien, ce paragraphe a manifestement pour but de légitimer l'intervention cubaine et soviétique contre les guérilleros érythréens. Mengistu ne rate pas en effet une occasion de présenter ceux-ci comme des agresseurs alors qu'ils mènent une juste lutte de libération nationale. Mais le procédé est classique. L'article 10 du même traité est, d'ailleurs encore plus explicite sur la poursuite de l'aide soviétique dans l'action militaire éthiopienne en Erythrée : « Dans l'intérêt de leur capacité défensive, les deux parties contractantes continueront à coopérer sur le plan militaire ».

Un autre aspect de ces deux articles sur la coopération militaire est qu'elle ouvre la porte à la livraison de chair à canon

Iran

105 morts à Chiraz

LE pays est toujours paralysé par les grèves. Seul le bazar, à la demande des religieux, a rouvert ses portes lundi. Ce sont les revenus du bazar qui permettent d'alimenter les caisses de soutien aux autres grèves. Quand, dans les administrations, les employés ont « repris » le travail, cela sous-entend uniquement qu'ils sont présents sur les lieux de travail. Là, ils discutent ou font des cocottes en papier, sabotant de fait tout fonctionnement. La production de pétrole n'est toujours pas revenue à la normale et celle de gaz naturels est quasiment nulle.

En province, le mouvement de grève s'est durci et d'importantes manifestations ont eu lieu dimanche et lundi dans plusieurs villes. Des heurts très violents se sont produits à Chiraz, où il y a eu, selon l'opposition, 105 morts.

Craignant une nouvelle explosion populaire au mois de décembre, les étrangers commencent à quitter le sol iranien en masse. Plusieurs Américains ont reçu une lettre leur conseillant de partir avant le 2 décembre, jour où débute le mois des martyrs. Les Soviétiques ne sont pas de reste ; eux aussi, partent en masse.

Des rumeurs de coup d'Etat se font de plus en plus précises. Plusieurs personnalités, parmi les plus fascistes, se préparent à cette éventualité. Un « comité de destruction » serait créé dans ce but. A l'origine de ce comité, des individus qui ont joué un rôle actif lors du coup d'Etat de 1953, organisé par la CIA. Quant au Shah, il prend de plus en plus l'apparence d'un fantôme.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

RACISME

Giscard rassure, ses flics frappent

Le racisme, c'est une des activités quotidiennes du pouvoir. La semaine « immigrés » ne peut le masquer. La campagne sur la revalorisation du travail manuel ou l'année de la femme avaient le même but : donner une petite coloration humaine à la politique impitoyable du pouvoir.

Mais cela ne change en rien le racisme. Les flics existent pour investir en masse les foyers, comme celui de Colombes, mardi soir. Le racisme est là, concrétisé par la police paral-

lèle de la RATP qui tabasse un jeune immigré dans le métro, mardi soir aussi, juste au moment où Stolérou déclarait qu'il se portait garant des droits des immigrés.

Et les flics n'aiment pas qu'on les dérange dans « leur travail » : deux hommes, dont un gitan, qui protestaient parce que des flics tabassaient un jeune, ont été tabassés à leur tour. Giscard affirme qu'il n'y a pas de racisme. Comment appelle-t-il ces exactions ?

MARDI soir, un jeune immigré a été violemment tabassé à la station de métro Belleville. Six agents de la RATP arrêtent Dehissy, lui demandent ses papiers. Dehissy demande alors à voir les cartes des flics, les agents lui présentent un plaque de la RATP : ils appartiennent à la police privée de la RATP !

Ils lui sautent dessus, lui passent les menottes, l'enferment dans un local et chacun des « agents » le cogne pendant un demi-heure. Un le menace de le sodomiser avec sa matraque. Un autre se demande où il peut y avoir une corde pour le pendre...

Deux agents, de vrais agents de la RATP, appellent l'inspecteur de service pour lui signaler cette ratonnade.

Un des agents raconte : « Ce sont des agents comme nous, mais ils appartiennent à la police parallèle de la RATP. Ce sont des gens inutiles et malfaisants qui passent leur temps à ennuyer et à tracasser les gens, surtout les Arabes. »

La police dans le métro, la police privée de la RATP, la police privée dans les grands magasins qui ratonnent, sequestrent, frappent, humilient, voilà les œuvres de Stolérou et consorts.

UN nouveau témoignage met en lumière ce que l'administration appelle les « bavures » dans la police et qui révèle en réalité son caractère fasciste et raciste. En effet, Jean-Yves Boulin, spectateur occasionnel d'un tabassage fait par des policiers s'est retrouvé le 27 octobre, passé à tabac et inculpé pour « coups et blessures à agent ». Son seul délit a été son indignation, le jeudi soir 26 octobre, en sortant d'un restaurant dans le XIVe arrondissement à Paris, de voir plusieurs policiers tabasser un jeune de 15 ans accusé d'avoir volé un sac à main. Jean-Yves Boulin a pris l'initiative de relever le numéro de la voiture de police où avait lieu la scène. Arrêté avec un autre témoin, un gitan, il passe 40 heures au poste de police (il est transféré dans les locaux de la 6e brigade territoriale) et tabassé plusieurs heures, le matin et l'après-midi, les policiers l'accusant « d'avoir voulu bouffer du flic » et réglant leurs comptes. Humiliations, insultes racistes et coups pleuvent, sur le jeune et sur les deux témoins : « Les policiers nous firent mettre nus. Moi, le gitan et le jeune garçon de 15 ans (...) Je n'ai jamais vu un tel déferlement de violence et de haine de la part de policiers français. Le gitan surtout fit les frais de leurs injures « Sale gitan, on aurait dû tous les exterminer ! (...) »

Puis Jean-Yves Boulin est pris en photo avec sur une ardoise « vol et violence ». En fin d'après-midi il passe

devant le juge d'instruction qui l'inculpe pour « coups et blessures à agent ». A sa sortie Boulin fait constater ses blessures à l'hôpital Laënnec. Les médecins décèlent aussi un tympan percé.

Il vient de porter plainte à son tour. L'autre témoin, le gitan, menacé par les policiers (sa femme tient un café) ne s'est pas joint à la plainte.

« La justice est juste » a dit Giscard. Alors comment la victime peut-elle devenir l'accusée ?

STOLERU, après avoir déclaré à Antenne 2, mardi soir, « qu'il se portait garant de la défense des droits des immigrés » est sorti des locaux de la télévision et a dû donner des ordres pour que les flics investissent le foyer Sonacotra de la rue Colbert à Colombes.

A l'heure du laitier (5 h 30), qui devient de plus en plus celle des flics, des forces de police sont entrées en masse mercredi au foyer Sonacotra.

La police était là « pour soutenir » les huissiers. Ceux-ci ont visité les chambres des résidents, à la chasse sûrement de résidents « clandestins ».

Le clivage entre les paroles « rassurantes » et les faits de ce monsieur Stolérou est vraiment clair.

Celui qui minimisait les ratonnades dans le métro doit trouver normal que les résidents soient réveillés par les flics et les huissiers à 5 heures du matin ! Il doit appeler ça « le contrôle dans la routine ».

Lettre ouverte Monsieur Stolérou, le racisme, vous connaissez ?

COMME cela a été annoncé dans la presse, les travailleurs immigrés ont manifesté samedi 18 novembre à Paris. Les grévistes des foyers de Nancy ainsi que leur comité de soutien se sont rendus à cette manifestation et c'est à l'occasion de leur retour qu'ils ont, une fois de plus, fait l'expérience du racisme qui existe bel et bien et qui est intolérable. Vers 21 h 30, les bus se sont arrêtés à Vitry-le-François pour permettre aux travailleurs de prendre un pot. Ils se rendirent donc au café « Terminus » près de la gare où le patron, en les voyant entrer, fut d'abord surpris de l'outrecuidance de cette invasion. Le « brave homme » se demanda s'il allait servir ou non. Apparemment, son instinct de patron de commerce prit le dessus. Rendez-vous compte, une cinquantaine de clients ! Le calcul est rapide, quelle aubaine pour arrondir sa fin de soirée ! Tout le monde a soif, les commandes fusent, on paie comptant sans discuter. Mais un certain nombre de questions se posent : la consommation est vraiment très chère, d'autant plus que les camarades consomment au comptoir.

je m'en servirai...

Tout un programme ! La tension monte, ce monsieur devient menaçant :

— Mais ils sont emmerdants, on ne va pas se laisser envahir par des bougnoules. De toute façon, j'appelle la police.

C'est la patronne qui veut s'en charger, un camarade intervient rapidement en coupant la communication. Isolé, le patron ne désarme pas pour autant :

— C'est pas grave, j'ai un copain qui est là : il est inspecteur, je vais appeler le Paul (ou Jean-Paul).

Les deux reviennent, l'autre, un peu gêné, déclare qu'il n'est pas en service, refuse de décliner son identité et dit qu'il ne témoignerait pas. Il ne pouvait que reconnaître les faits. D'ailleurs son copain ne se gênait pas pour crier tout haut « que c'est lui qui fait la loi, qu'il fait ce qu'il veut, qu'il regrette de ne pas avoir une 12,7 ».

Les choses se calment, tout le monde rejoint le bus, sans heurt, mais avec une profonde révolte et déjà un vague sentiment d'impuissance. Nous porterons plainte. La liste des non-lieux peut s'allonger. Cela, Monsieur Stolérou, s'est passé samedi soir 18 novembre entre 21 h 20 et 21 h 55 au café « Terminus » à Vitry-le-François, petite bourgade tranquille sans doute.

Monsieur Stolérou, vous le champion de la lutte antiraciste, vous qui prétendez combattre le racisme dans les flashes publicitaires entre le shampoing et le fromage, qu'en pensez-vous ?

Le responsable, c'est vous Monsieur Stolérou. N'est-ce pas vous l'auteur de mesures tendant à faire croire que les responsables du chômage sont les travailleurs immigrés. A quoi sert votre législation quand un patron applique les prix qu'il veut et notamment lorsque ses clients sont des travailleurs immigrés. C'est à vous, Monsieur Stolérou, qu'appartient la réponse et au gouvernement auquel vous appartenez.

Le comité de soutien de Nancy des comités de résidents des foyers de Nancy en lutte

L'état de santé du président Boumédienne s'aggrave

LA santé du président H. Boumédienne inspire, ce jeudi matin, les plus vives inquiétudes à l'hôpital Mustapha d'Alger où il est traité. Toujours dans le coma, le président fait l'objet d'une surveillance constante de la part des spécialistes qui sont arrivés sur place.

De retour à Paris, mercredi soir, le professeur Legrain, urologue à La Salpêtrière, a déclaré, en parlant des soins que le président algérien avait reçus à Moscou, « qu'il n'avait pas à juger les erreurs qui avaient pu être commises par ses confrères ».

Le président Boumédienne a 53 ans. Il gouverne l'Algérie depuis 1965.

Réfugiés vietnamiens Un nouveau drame

ALORS que le Hai Hong et ses deux mille cinq cents passagers est toujours bloqué au large de la Malaisie, un nouveau drame s'est déroulé mercredi, toujours au large de ce même pays, sur la côte ouest. Refusée d'accostage par les autorités malaises, une barque de dix-neuf mètres où avaient pris place deux-cent-cinquante réfugiés vietnamiens a sombré à trois-cents mètres des côtes. Il semble que seule une cinquantaine de personnes ait pu être sauvée.

Débordées par l'afflux massif de huit-cents Vietnamiens par jour fuyant le régime de Le Duan, les autorités malaises avaient donné l'ordre à la barque de faire route sur l'île de Bidong où se trouvent déjà dix-sept mille huit-cents réfugiés.

Le voyage de Teng Siao-ping en Malaisie commenté par Hanoï

COMMENTANT le voyage de Teng Siao-ping en Malaisie, Radio Hanoï a déclaré que ce voyage n'avait pas rempli ses objectifs « parce que les Chinois n'ont pas renoncé à l'usage d'insurgés pour s'immiscer dans les affaires intérieures des pays de l'ASEAN ».

On reste quand même un peu surpris d'entendre les Vietnamiens parler ainsi des autres maquis communistes, eux qui, précisément pendant des années, n'ont été autre chose que des « Insurgés aidés par Pékin ».

Il est vrai qu'à l'opposé de ce qui s'était passé en Thaïlande, le voyage de Teng en Malaisie n'a pas été un franc succès. Et cela pour une raison très simple : contrairement aux Vietnamiens, les Chinois n'ont nullement l'intention de brader les luttes que mènent les peuples de la région au prix d'un quelconque « intérêt supérieur ».

Un exemple est d'ailleurs significatif : on se souvient que lors de son récent voyage en Malaisie, le vietnamien Pham Van Dong avait déposé une gerbe à un monument dédié aux militaires gouvernementaux tués lors de la répression de l'insurrection communiste des années 50. Le gouvernement malaisien espérait bien que Teng Siao-ping se sentirait obligé d'en faire autant, pour ne pas leur déplaire.

Déçu, un officiel malaisien a bien dû admettre que : « Cette formalité, Monsieur Teng Siao-ping n'a pas jugé bon de la retenir sur une liste protocolaire soumise à l'avance... »

Aujourd'hui le Jour.

LE VASE DE SOISSONS JEANNE D'ARC C'EST LA FAUTE AUX ALLEMANDS



LE TIERCE TRUQUÉ C'EST LA FAUTE AUX ALLEMANDS



— A 22 heures, madame. — Mais pourtant, monsieur, il n'est que 21 h 40. — Si ça ne vous plaît pas, c'est la même chose... De toute façon, je suis chez moi, c'est moi qui fait la loi. Une grogne générale succède à cette réponse. Le patron ne s'affole pas pour autant ; il en profite pour déverser toute sa hargne raciste : — C'est moi qui commande ici, si cela ne vous plaît pas, sortez ; d'ailleurs, je ne sers plus, si j'avais été travailleuse,

Le Goncourt et le prix Renaudot
«Rue des boutiques obscures» «L'herbe brûlée»

Deux itinéraires

C'EST la rentrée littéraire. Les prix viennent d'être attribués. Ces prix concrétisent, bien sûr, les rapports de force des maisons d'édition, des marchands de livres au sein des jurys. Mais il n'y a pas que ça. Derrière ces prix, il faut voir un reflet des contradictions de classe à un moment donné.

Comme prévu, c'est Modiano, édité chez Gallimard, qui a obtenu le prix Goncourt. Modiano est jeune, il a trente-trois ans, son premier livre est sorti en 1968. Depuis, il a écrit quatre ou cinq livres qui tournent autour du thème de la recherche du passé. Ce passé est lié à une période précise : l'Occupation.

Elle est présentée comme une période trouble, aux contours mal dessinés alors que pendant l'Occupation, la contradiction entre les nazis, les collabos et le peuple était tranchée et précise. C'est Modiano qui est l'auteur du scénario du film de Louis Malle «*La combe Lucien*». Ce film montre un jeune paysan qui entre dans la collaboration comme par «accident» et puis qui tombe amoureux d'une jeune juive dont il fait déporter le père. Autant dire que ce film présente la collaboration sous un jour favorable : il est odieux et trompeur.

«*Rue des boutiques obscures*», c'est l'histoire d'un détective au chômage qui, au moyen de numéros de téléphone griffonnés sur des agendas, de vieilles photos, de fiches de police, enquête sur son passé. Comme s'il s'agissait d'une autre personne, il essaie aussi d'interroger des témoins qui l'ont connu. Mais, les souvenirs se perdent, les témoins disparaissent.

Le détective amnésique ne peut glaner que des bribes sur son passé qui apparaît comme un imbroglio. Le caractère confus du livre est rendu par l'éclairage que donne Modiano de l'Occupation : une période confuse, où les gens avaient de fausses identités, de faux papiers.

Dans ce livre, il n'y a pas de personnage principal, au sens où héros qui agirait pour transformer la réalité. Au contraire, il y a quelqu'un qui est amnésique, qui essaie de reconstituer sa personnalité, de savoir qui il est. Mais ce personnage ne se définit pas par ses actes mais par des coupures de presse, des adresses. On ne trouve pas d'intrigue, pas de héros porteur d'intérêts de classe. A quoi bon agir si, de toute une vie, il ne reste qu'un numéro de téléphone sur un Bottin ou une vieille photo jaunée.

De la période de la guerre, l'auteur ne retient qu'une histoire de faux papiers, une période floue. Pour Modiano, l'histoire n'a pas de sens, la réalité ne

vaut pas la peine d'être transformée. Le livre de Modiano reflète la confusion idéologique de la petite bourgeoisie au stade de l'impérialisme, petite bourgeoisie qui trouve la bourgeoisie repugnante, mais qui n'a pas confiance dans l'avenir, dans la classe ouvrière. Cela se traduit par le pessimisme, le regard confus porté sur l'histoire.

LE RENAUDOT A CONRAD DETREZ

Conrad Detrez est un écrivain belge. Dans «*L'herbe brûlée*», il évoque sa vie, c'est-à-dire l'itinéraire d'un jeune européen d'origine modeste qui fait des études chez les curés, au séminaire de Louvain. Là, il rencontre un Brésilien qui lui explique qu'il y a des querelles plus importantes que celles de savoir si le curé doit dire la messe en montrant son dos ou son ventre à l'assistance. Le Brésilien lui raconte

que, dans son pays, les débats portent sur le fait d'être pour ou contre la torture. Dégoûté par la religion, désireux de se mettre au service des exploités, il part au Brésil. Dans sa générosité, il se trompera et participera à une organisation de guérilla urbaine (en 1966-1967) vouée à l'échec. Il n'en sera pas moins arrêté, sauvagement torturé puis expulsé. C'est cette histoire mouvementée que raconte le lauréat du Renaudot. Cet écrivain expliquait à la télévision qu'il ne pouvait écrire sans penser que deux milliards et demi d'hommes souffraient de la faim. Cet ouvrage, qui marque un itinéraire très personnel dans l'erreur, reflète cependant le poids politique du tiers monde qui se manifeste dans la littérature et les choix d'écrivains issus de la petite bourgeoisie.

C'est l'histoire d'un écrivain petit bourgeois, dégoûté par le vieux monde capitaliste qui a tenté de se ranger aux côtés des peuples du tiers monde mais qui a commis des erreurs et subi des revers. Malgré cela, c'est une démarche très différente de celle de Modiano.

Léon CLADEL



Dans son livre, Modiano essaie de présenter l'occupation comme une période trouble et jette la confusion sur les orientations qu'avait prises le peuple et qui étaient bien précises. Ici des résistants à l'occupation fasciste

Quatre antiracistes sur le banc des accusés

Compte-rendu de l'audience de mercredi

Les derniers témoignages cités par le ministère public n'apportent rien de nouveau au dossier si ce n'est de confirmer qu'aucune violence n'avait été exercée sur les membres de l'équipage ou les passagers.

La deuxième partie de la séance sera plus intéressante. Ce sont les témoins cités par la défense. Une professeur de l'université de Berkeley réaffirmera la réalité de la violence du racisme — réalité encore actuelle, contrairement à ce qu'ont laissé entendre les articles du *Monde* du 22 novembre et de *l'Humanité* qui pouvaient faire croire que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient en 1972.

La professeur confirmera de même, chiffres à l'appui, l'existence de la fameuse brigade spéciale de police, le Stress, et de ses méthodes fascistes.

Rappelons que parmi les quatre accusés, c'est encore Georges Brown qui reste le plus vulnérable car une seconde demande d'extradition, formulée à son égard par les Etats-Unis, a reçu, elle, une réponse favorable du gouvernement français. Son sort est entre les mains du Garde des sceaux qui, sans doute, attend les résultats du procès pour statuer. Et tout ceci pour

purger une peine concernant un délit pour lequel il a été reconnu qu'il n'était pas l'auteur !

Interviennent également Debu-Bridel, un des fondateurs du Conseil national de la Résistance, président de l'Association «*France terre d'asile*», et Marcellhacy, ex-candidat à la présidence de la République, sénateur, qui s'est taillé une réputation de garant sourcilieux de la Constitution. Le premier mettra les jurés devant leurs responsabilités :

«*Vous jugez des combattants de la liberté*».

Le second soulignera avec force :

«*Il ne faut pas que le verdict soit un désaveu pour les Américains blancs qui luttent aux Etats-Unis contre le racisme, tous les jours et sous toutes ses formes*».

Ce sont l'aumônière protestante des prisons, une visitante et le pasteur protestant de Fleury-Mérogis, qui mettront en lumière «*l'authenticité des accusés*» et se montreront «*fiers de leur amitié*» en souhaitant que «*notre pays puisse s'honorer de leur participation*». Ce pasteur décrit la vie dans les prisons américaines, notamment dans le véritable bagne qu'est la prison de Saint-Quentin.

Enfin viennent à la barre une amie des accusés et l'employeuse du couple Mac Nair. L'une, malgré son âge, n'a pas hésité à faire le voyage aux Etats-Unis pour visiter la famille de Melvin et a expliqué à quel point il est vrai que la «*misère est noire*» aux USA.

L'autre qui, avec son mari, n'a pas hésité à héberger le couple Mac Nair pendant sa période clandestine, sachant que Melvin était déserteur de l'armée américaine.

De fait, le procès a été mené plus rapidement que prévu. Il faut reconnaître que ni l'avocat général, ni le président n'ont abusé de leur droit de questionner les témoins et d'essayer «*d'enfoncer*» les accusés.

Les quatre de Fleury n'ont, de leur côté, en aucune façon, affaibli l'image qu'ils nous avaient donnée d'eux par leur livre, bien au contraire. Puissent leur authenticité, leur sensibilité, leur détermination, leur dignité, arracher la conviction des jurés de leur rendre l'hommage qui leur est dû ; l'hommage qui leur est dû comme représentants de tous les Noirs des Etats-Unis, de tous ceux qui subissent le racisme, hommage qui doit se concrétiser par leur acquittement.

Alors ce sera une page marquante dans l'histoire pour la libération des peuples opprimés.

Résistance

Jacques Jurquet affirme son soutien à Charles Tillon

DANS notre précédente édition, nous avons annoncé que dix-neuf membres du comité d'honneur de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance) soutiennent Charles Tillon. Celui-ci, commandant en chef des Francs-tireurs et partisans (FTP) et ancien membre du Bureau politique du PCF, demande «*une réparation morale à l'ANACR*».

En 1952, la direction du PCF, en le renvoyant à la base de son parti, a, en effet, également manœuvré pour qu'il soit dessaisi de son poste de président de l'ANACR dont il a été l'un des fondateurs.

Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, nous demande de faire savoir qu'en tant que membre adhérent de l'ANACR, il se solidarise sans réserve avec l'appel lancé par les dix-neuf membres du comité d'honneur qui soutiennent Charles Tillon. Il appelle les adhérents de cette association à intervenir par lettre auprès du comité d'honneur pour soutenir Charles Tillon.

AFFICHEZ L'H.R.



La CGT peut-elle cautionner encore l'impérialisme soviétique ?

«Les affaires d'un peuple sont à régler par lui-même. La CGT doit être ferme sur ce principe et refuser toute compréhension à ce qui peut être prétexte à asservir d'autres peuples»

Contribution du secrétaire de l'Union syndicale des services publics communaux du Loiret

LES questions internationales préoccupent beaucoup de travailleurs, car on ne peut pas séparer la lutte de classes en France du cadre international. Mais pourtant, il est souvent difficile d'aborder ce sujet car la tradition s'est perdue dans la classe ouvrière de discuter des problèmes du monde. La bourgeoisie enferme la discussion politique dans le cadre étroit de la France. Le PCF développe particulièrement cette conception, la dernière campagne électorale l'a aisément prouvé. Ces difficultés se retrouvent dans la tribune du 40e congrès de la CGT, où les problèmes internationaux sont peu abordés, sauf l'Europe et la FSM. D'autant plus intéressante est cette contribution d'un militant CGT des communaux du Loiret, qui pose de façon plus large la question de la caution du social-impérialisme soviétique. Plus particulièrement, l'agression du Kampuchea (Cambodge) par le Vietnam, encouragée et secondée par l'URSS repose la question de l'impérialisme en Asie du Sud-Est. (Peuple numéro 1 048).

La CGT, à juste titre, condamne l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968. Cette condamnation indiquait l'importance que le mouvement syndical doit attacher au respect de l'indépendance nationale. Ce principe ne souffre aucune entorse et doit être défendu en permanence. Ainsi il n'est plus possible de confondre la solidarité internationale qui doit exister entre les travailleurs et les peuples du monde avec la politique chauvine et impérialiste pratiquée par l'URSS.

En ce sens, l'attitude de la CGT lors du dernier congrès de la FSM à Prague est positive, mais reste insuffisante. Pourquoi accepter de l'URSS ce que nous avons toujours combattu chez les USA. Il faut être clair sur ces choses, le mouvement ouvrier ne pourra qu'y gagner.

Un des derniers numéros de la Vie ouvrière a présenté une interview de syndicalistes vietnamiens. Ceux-ci ont porté de graves accusations sur la Chine et le Cambodge. Ce qui me gêne dans cette affaire, c'est que la CGT risque de cautionner, sans doute sans le vouloir, un événement du même genre que celui d'août 1968 en Tchécoslovaquie. Je m'explique.

une campagne de presse haineuse en Occident. Il s'est produit la même chose pour la Russie après 1917 et la Chine après 1949. Le nouveau, c'est que maintenant l'URSS et le Vietnam s'associent à la campagne contre le Cambodge. Que se passe-t-il au Cambodge ?

Nous avons encore peu d'informations, mais celles que nous avons ne sont pas toutes défavorables au nouveau Cambodge, loin de là ! Je citerai par exemple le livre de deux anciens coopérateurs français intitulé « Pnom Penh libérée » et publié aux Editions sociales. Et puis des pays socialistes comme la Yougoslavie, la Chine, la Corée, la Roumanie ont de bonnes relations avec le Cambodge. Mais apprécier positivement ou non la nouvelle société socialiste cambodgienne n'est pas le principal problème.

Nous savons tous qu'il existe depuis maintenant plus d'un an, un conflit armé entre le Vietnam et le Cambodge. Cela ne peut nous laisser indifférents. Nous avons soutenu la lutte des trois peuples d'Indochine contre les impérialistes américains, la situation actuelle est donc cruellement ressentie. Pour pouvoir comprendre et prendre position il faut avoir certains faits en tête.

— Le Cambodge compte 8 millions d'habitants, le Vietnam 50 millions.
— Le Vietnam a un pro-

jet de fédération indochinoise que le Cambodge refuse, car il y voit sa mise en tutelle par le Vietnam. Il semble qu'au Laos on soit en train de réaliser cette fédération.

— Le gouvernement vietnamien a appelé (notamment par Radio Hanoi) au renversement du gouvernement cambodgien, l'inverse n'a pas eu lieu.

— On doit savoir que le Vietnam est aujourd'hui une des principales puissances militaires mondiales (nombre de soldats, matériels, cadres expérimentés).

— Il apparaît de plus en plus clairement que les combats se déroulent en territoires cambodgiens, etc.

Pour le moins, nous devons donc être prudents avant d'apporter ce qui serait un soutien de fait au Vietnam dans cette affaire !

Et cela d'autant plus qu'au Vietnam, l'URSS dispose maintenant de certaines bases militaires abandonnées par les Américains, entre autres. Que penser de cette pratique de l'URSS consistant à établir des bases militaires dans le monde entier ?

A mon avis, il y a un grand risque de voir le Vietnam et derrière lui l'URSS intervenir au Cambodge pour soi-disant « le bien du peuple et l'avenir du socialisme ». Cela est contraire à nos principes : les affaires d'un peuple sont à régler par lui-même. La CGT doit être ferme sur ce principe et refuser toute compréhension à ce qui ne peut-être que prétexte à asservir d'autres peuples. Il ne doit pas y avoir une nouvelle Tchécoslovaquie dans le Sud-Est de l'Asie. La CGT doit agir en ce sens, elle doit se prononcer clairement contre toute intervention militaire étrangère dans un pays.

Je pense que cette lettre peut-être utile au débat du 40e congrès, pour ce qui est de notre action internationale.

Alain DEDOURS
Secrétaire de l'Union syndicale des Services publics communaux et assésiliés du Loiret.

Pas un mot sur les paysans

Les documents du 40e congrès, comme la Vie ouvrière en général, sont muets sur les luttes des paysans et la solidarité ouvriers-paysans

GREVE des métallos de Dubigeon en 1976, les paysans pour soutenir les grévistes viennent leur vendre lait, salades, œufs à un prix inférieur à celui du marché.

Arsenalistes de Brest en grève, les paysans viennent leur vendre pommes de terre et viande au prix de revient.

La liste est longue d'exemples comme ceux-ci où concrètement les paysans sont venus apporter leur solidarité aux grévistes. Que l'on se souvienne aussi d'Orlac-Gilca dans l'Isère ou d'autres moins connus, comme en Mayenne par exemple, ou en 1971, lors d'une grève des ouvriers des Samloup, les paysans en signe de soutien sont venus apporter des produits aux grévistes, ou en 1976, lors d'une grève de chez Bellanger à Ernée...

Cette solidarité des petits et moyens paysans envers les ouvriers qui se manifeste par endroits est juste et est à développer car c'est ainsi que se bâtit l'unité entre ouvriers et paysans qui sont confrontés à la même classe exploiteuse.

Cela ne devient-il pas encore plus net quand on voit les luttes que les éleveurs mènent contre la Wessafic, Sanders, trusts agro-alimentaires ou encore contre la troisième banque mondiale : le Crédit agricole.

A l'inverse, on a vu les LIP soutenir les paysans du Larzac. De tels exemples de solidarité effective d'ouvriers aux luttes paysannes sont encore assez rares.

Sur tout cela, rapport d'activité et d'orientation du 40e congrès de la CGT sont muets. Ce n'est pas ainsi que les militants se sentiront encouragés à poursuivre de telles initiatives.

On ne peut pas dire que l'action des instances dirigeantes CGT dans ce domaine ait été bien importante et positive. Qu'on en juge par exemple : fin 1974, des paysans arrêtaient un camion de la société Nego-bureau et distribuèrent les produits récupérés aux ouvriers d'une menuiserie (Ets Jacques) qui venaient de terminer une grève de trois semaines. Suite à cela, les flics avaient acréché des paysans et un délégué CGT. Voilà comment l'UD-CGT, parlait de l'action des paysans : « La CGT condamne résolument de telles actions qui ne peuvent que porter préjudice au mouvement ouvrier, le diviser, le couper de l'opinion publique, l'opposer au mouvement paysan.

Elle met en garde les travailleurs contre de tels agissements qui n'ont aucun rapport avec l'action revendicative et le développement de la solidarité nécessaire à certaines catégories de salariés.



Les paysans de la région de Fougères viennent apporter leur soutien lors d'une grève des ouvriers de Gaillard et Millot. Aucun mot de cette solidarité dans les documents de la CGT

Pourtant l'unité des ouvriers et des petits paysans est un facteur supplémentaire de possibilités de victoire des luttes tant des ouvriers que des petits paysans.

Ne rien faire pour favoriser l'unité dans la lutte anticapitaliste des ouvriers et des petits paysans c'est perpétuer la division, faire le jeu du capitalisme. Nous l'avons bien vu en Mai 1968 quand les dirigeants FNSEA et CGT firent tout pour éviter que petits paysans et ouvriers s'unissent. Ce qui fait que la campagne ne fut touchée que partiellement et localement.

Les petits paysans et les ouvriers ont les mêmes intérêts, même s'ils ne souffrent pas de la même fa-

çon de l'exploitation capitaliste. C'est pourquoi, nous communistes, nous sommes favorables à la participation des sections, UL, UD syndicales aux comités de soutien en faveur des luttes des petits paysans, c'est pourquoi nous sommes favorables à la popularisation des luttes ouvrières à la campagne afin de contribuer, dans un premier temps, à briser les vieux mythes répandus par la bourgeoisie et que nous résumerons ainsi : « Les paysans sont heureux, ils travaillent pour eux, vivent à l'air libre » et « Les ouvriers ne se font pas de souci, ils ont un travail assuré et leur vie ne dépend pas de la nature ».

René BREAND

Notre position

La résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) sur les syndicats au sujet de la solidarité :

« En cas de grève, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) impulse dans les syndicats le développement de la solidarité pour l'envoi de délégations, de motions de soutien et la mise en œuvre des « comités de soutien » avec le concours de forces extérieures à l'entreprise ; les « comités de soutien » doivent promouvoir principalement la solidarité des travailleurs des autres couches populaires sous le signe de l'idéologie prolétarienne et sous le contrôle des travailleurs en grève eux-mêmes. Le PCMLF apporte une attention particulière à la solidarité réciproque entre les ouvriers les petits et moyens paysans, notamment dans les luttes. Cette solidarité contribue à renforcer l'alliance fondamentale des ouvriers et des paysans, indispensable à la lutte contre le capitalisme.

Ces mesures correspondent au mot d'ordre avancé par le PCMLF : « Unité à la base et dans l'action ! », mais répondent également au slogan de donner à ce mot d'ordre un contenu de classe prolétarien.

Notes de lecture

«La Rue du prolétaire rouge»

Deux militants du PCF devant la réalité quotidienne de l'URSS

NINA et Jean Kehayan sont tous deux membres du PCF depuis les années 1960. En 1972, ils ont demandé à partir en URSS pour y travailler comme coopérants à l'agence de presse Novosti. Ils y sont partis avec, en tête, l'image d'une société réalisant leur idéal du socialisme. Parlant de son adhésion, Jean Kehayan déclare :

« Le Français d'origine arménienne que j'étais se trouvait tout à coup des racines profondes dans la lointaine Arménie soviétique ; là-bas, mes frères de sang bâtissaient le socialisme ; là-bas, l'arménien n'était plus une langue morte, ni pour l'enseignement, ni pour les plaques de rue. Cette résurrection, on la devait bien évidemment à l'Union soviétique où le racisme n'avait plus sa place, où tous les problèmes qui pouvaient nous assaillir quotidiennement en France avaient été résolus. L'homme nouveau, l'abnégation au travail, le désintéressement, l'humanisme, le don de soi : tout cela existait quelque part, tout cela m'était proche ».

LE CHOC DE LA RÉALITÉ

Mais, au contact de la réalité, leurs yeux découvrirent « la partie cachée par le décor », « une supercherie politico-historique organisée à grande échelle ». Leur livre relate la réalité quotidienne qu'ils ont découverte :

« Nous avons décidé de dire notre parcelle de vérité : non pas de mettre à mort un pays sur lequel on nous avait fait rêver, mais de briser ce rêve, de relater le quotidien soviétique tel que nous l'avons vécu et non tel qu'on nous l'avait inventé ».

Durant sept-cents jours, dit Nina Kehayan, « j'ai cherché, avec un acharnement parfois désespéré, cette société qui, m'avait-on toujours dit dans ma famille et au Parti, était au service de l'homme ».

Au lieu de cela, c'est une société où règnent l'inégalité criante, l'arrivisme, la corruption, la pénurie, le racisme, la peur qui s'est imposée à leurs yeux, jour après jour.

Comme une toile de fond, la pénurie est partout présente : la recherche des produits de consommation courante, les files d'attente interminables, cela fait désormais partie de la vie du citoyen soviétique.

« La pénurie totale de viande, de choux, de pommes de terre — légumes de base de l'alimentation russe — est un phénomène courant dès que l'on quitte les portes de la capitale ».

La capitale est, en effet, relativement mieux approvisionnée que le reste du pays, à tel point que « certains vont même jusqu'à contracter des mariages en blanc avec des habitantes de Moscou pour obtenir le droit de s'y installer ».

PENURIE ET POTS-DE-VIN

Partout présents aussi, la pratique des pots-de-vin, des trafics en tout genre. C'est le seul moyen de faire accélérer la moindre chose face à la bureaucratie :

« Aussi choquant que cela ait pu être pour nos consciences de communistes, combien de fois avons-nous, sous l'œil paternel d'un portrait de Lénine, échangé un tampon, un formulaire, une signature, un visa même, contre une cartouche de cigarettes américaines, une bouteille de whisky ou un flacon de parfum français. Miracle des devises et du passeport. Drame de la pénurie et de la fascination pour tout ce qui est inaccessible ».

Les pots-de-vin touchent à tous les domaines, y compris à la médecine : « Un ami russe, qui avait travaillé en Azerbaïdjan, gardait le souvenir d'une crise d'appendicite qui avait failli coûter la vie à son fils parce qu'il refusait de verser la centaine de roubles de la main à la main qu'exigeait le chirurgien ».

Ils découvrent aussi l'existence de privilégiés, par exemple, lorsqu'ils eurent l'occasion de voyager avec les acteurs du célèbre Bolchoï : « Cette traversée fut pour nous un véritable cauchemar. Pendant trois jours, le pont fut transformé en une plage privée, digne de Saint-Tropez... ». Ils découvrirent également que « l'absence de générosité, le dédain pour le moujik des temps modernes étaient des constantes chez les plus défavorisés ». Ils décrivent telle scène qui leur laissa entrevoir « les raisons de la haine farouche que nourrissent certains Russes pour leurs nouveaux maîtres ».

UNE ATMOSPHERE DE MISÈRE ET DE PEUR

A côté de l'opulence et du mépris de ces « nouveaux maîtres » règne aussi la misère : « Le spectacle le plus poignant est à coup sûr celui de ces innombrables grand-mères, groupées dans un coin retiré du marché, qui s'adonnent à une misérable vente sauvage de chaussons, chaussettes, bonnets qu'elles ont tricotés avec une laine introuvable ou encore d'objets utilitaires emportés du foyer. Régulièrement, la milice dis-

Un lecteur postier nous fait part des discussions qu'il a eues avec ses camarades de travail sur l'URSS.

Un petit débat a eu lieu sur l'URSS suite à une discussion qui était le sport. Le problème abordé a été le Mondial en Argentine. La majorité des camarades de travail n'était pas d'accord pour que de telles activités sportives se déroulent entre les barbelés, pour que le peuple argentin débourse une partie de leur misérable paie pour financer afin de construire et organiser une telle activité sportive.

On en est venu à parler des Jeux Olympiques de Moscou et donc inévitablement de l'URSS. La répression en URSS, son régime intérieur ont été très ressentis par les travailleurs. Ils dénoncent la répression que subit le peuple soviétique, les hôpitaux psychiatriques ils le savent, le manque de nourriture, ça aussi ils le savent. Mais ceci nous a amenés à parler de la politique extérieure de l'URSS. Pourquoi ils manquent de nourriture ? Eh oui, l'économie de l'URSS est basée sur le matériel de guerre. Et si les camarades de ma boîte ne considèrent pas que l'URSS veut l'hégémonie mondiale, ils sont malgré tout amenés à réfléchir sur le pourquoi de tout ce matériel de guerre, de cette armée forte de millions d'hommes super-entraînés.

A ceci, malgré tout, certains répondent « L'URSS développe son matériel de guerre pour aider les pays du tiers monde, pour se défendre elle-même contre l'impérialisme américain ». Donc, bien sûr, vives explications de ma part, exposé de faits concrets, de ce qui se passe en Afrique, au Vietnam.

Et vlan, nous voilà partis sur la Chine : pourquoi la Chine a-t-elle des relations avec l'Iran, les USA, le Japon ? J'ai exposé le point de vue des marxistes-léninistes. Qui n'a pas compris la politique expansionniste de l'URSS ne peut comprendre la Chine mais plus exactement qui n'a pas compris la thèse des trois mondes formulée par Mao Tsé-toung ne peut comprendre la politique d'agression, de rivalité des deux superpuissances que sont les USA et l'URSS et là un camarade me dit : « Pourquoi tu dis toujours que l'URSS est plus dangereuse que les USA ». L'URSS se cache sous le nom de communistes, ce sont des révisionnistes, des radis (rouges à l'extérieur et blanc de l'intérieur). Donc, j'ai bien sûr raconté plus en détail, en plus approfondi la politique internationale. Mais j'ai eu malgré tout certaines difficultés n'étant pas très clair vu la précipitation des événements mondiaux.

Mais ce à quoi je veux en venir, c'est que les travailleurs se posent ces questions, ils veulent s'informer car la guerre ils ne la veulent pas. Et c'est bien sûr en expliquant et convainquant que nous dénonçons les crimes de l'URSS, de son hégémonie, de sa dictature féroce. « Parler de l'URSS avec ses camarades de travail, doit être un sujet de discussions mar-

sives, mettre les camarades sur leurs deux pieds, leur ouvrir les yeux... »

Cette lettre témoigne de l'intérêt que les travailleurs portent à ce qui se passe dans le monde, de leurs aspirations à comprendre les lois de la politique internationale qui conditionne, sans qu'on s'en aperçoive forcément dans la vie quotidienne, pour beaucoup notre avenir. La discussion qui est rapportée montre bien que la nature de superpuissance de l'URSS est l'une des pierres angulaires pour bien comprendre la situation mondiale. Comme l'explique notre lecteur, il est capital de s'attacher à montrer aujourd'hui que l'URSS n'est plus un pays socialiste, qu'elle est devenue la plus dangereuse des deux superpuissances, celle qui se prépare à déclencher le jour venu une troisième guerre mondiale pour essayer de conquérir le monde. C'est d'autant plus important que la plupart des partis bourgeois de notre pays s'attachent à jeter un voile pudique sur les préparatifs de guerre de l'URSS. Ainsi, alors qu'on assiste à un regain de tension évident entre l'URSS et les USA, que les Soviétiques ont fait des déclarations menaçantes, Giscard n'a pas trouvé moyen en une heure et demie de discussion de parler de cela.

Simplement il s'est abstenu de parler, comme il le fait en général, de la « détente » : la situation s'y prêtait particulièrement mal. Quant aux dirigeants du PCF, ils s'obstinent à déclarer aux travailleurs que l'URSS serait un pays socialiste avec des erreurs en voie de réparation progressive.

Aussi, la tâche de faire comprendre la nature de l'URSS bien à fond n'est-elle pas facile certes, et certaines réflexions de travailleurs, citées dans la lettre, le montrent. Mais on peut être persuadé que c'est en faisant comme notre lecteur, en apportant des explications à multiples reprises (et il y a bien des occasions où la discussion peut s'orienter sur cette question) qu'on en viendra à convaincre les camarades de travail.

D'ailleurs, la réalité et les faits facilitent grandement cette tâche. Il suffit de voir que c'est en vivant en URSS, au contact de cette réalité, que des militants du PCF comme les Kehayan en sont venus à penser qu'elle ne peut pas être qualifiée de socialiste.

Nous essayons dans le journal de faire connaître ces faits : voir par exemple la série « L'URSS est-elle socialiste ? » dossier auquel nous avons consacré la page 8 de notre journal des No 942 à 945 ; de même la page dossier d'hier.

Nous demandons à nos lecteurs de nous faire connaître, comme certains l'ont déjà fait, la façon dont ils ont su utiliser les articles et arguments donnés dans leurs discussions, les questions posées par les camarades de travail, les points sur lesquels il faudrait apporter davantage d'éléments. Dans

Daniel MARAIN

être que la police qui venait les arrêter. Et pourtant, ils n'avaient pas d'activités hostiles au régime !

Et puis, il y a le Parti : « Il ne fait pas de doute que, parvenu à un certain degré de qualification, le saut vers un poste de responsabilité exige une confiance totale, donc la carte du Parti, espèce de sésame pour un statut social et enviable et définitif. la carte du Parti est un précieux passeport qui ouvre des portes, confère la crédibilité et permet d'être un mailleur de la solide confrérie qui tient en main les rênes du pays et, par contre-coup, d'une bonne partie de l'univers ».

Pour être membre du Parti, une condition : « Renoncer à tout esprit critique

perse ces hors-la-loi... ».

L'alcoolisme fait lui aussi partie du décor quotidien : « Dans les rues de Moscou, échappant au contrôle de l'Intourist et de ses programmes, un homme ivre fait partie du paysage au même titre que les réverbères, les bancs ou les cendriers ».

Le racisme aussi règne en maître à l'égard des Chinois, des Noirs. C'est en URSS que leur fils apprit l'insulte « nègre ». L'antisémitisme aussi est largement répandu. Ils citent de multiples cas de personnes contraintes à déménager en raison des insultes antisémites, cachant leur nom, les profanations des tombes.

La peur. En témoigne cette scène : une nuit, les Kehayan tombent en panne de voiture. A quatre heures du matin, ils frappent chez des amis. Un long moment passe. La porte s'ouvre : leurs amis s'étaient habillés pour partir. Ils pensaient qu'à une telle heure, ce ne pouvait



Nina et Jean Kehayan lors de leur séjour en Union soviétique

RUMANIE KOUJGE - VENDREDI 24 novembre 1978



La rue du Proletaire rouge est éditée au Seuil.

et à toute idée personnelle en matière de politique». Ils nous décrivent ce dirigeant des komsomols, « haut placé dans l'appareil et rompu au dialogue avec les étrangers » qui, obsédé par l'acquisition de produits de qualité, leur lança : « Je suis sûr que si Hitler avait gagné la guerre et que si les Allemands dirigeaient notre pays, nous serions aujourd'hui plus libres et plus heureux ». Un beau produit des écoles et des appareils soviétiques !

Nina et Jean Kehayan ont attendu quatre ans avant de dénoncer ces faits et bien d'autres. A leur retour, ils avaient choisi le silence... qu'on leur avait également conseillé. Des responsables leur disaient de ne pas brûler les étapes, de ne pas heurter les vieux camarades. « Nous nous sommes laissés bercer par le verbe du 22e congrès » disent-ils. « Nous avons cru, comme bien d'autres camarades, qu'il suffisait que notre Parti condamne ponctuellement certains égarements de l'URSS pour devenir un Parti neuf, "aux couleurs de la France" ».

Puis, après les élections de mars 1978 et les attaques dont ceux qui faisaient des critiques étaient l'objet, ils ont reconnu, à travers l'attitude de leurs dirigeants, ce qu'ils avaient rencontré en URSS. Ils ont décidé alors de parler tout en restant « persuadés que toute transformation révolutionnaire dans notre pays passe par le Parti communiste ».

Mais parce qu'ils ont choisi de dire la vérité qu'ils ont vue, qu'ils dénoncent la complicité des dirigeants du PCF, ils sont aujourd'hui l'objet de violentes attaques. La Fédération du PCF des Bouches-du-Rhône les accuse de « dénigrer systématiquement l'URSS », de « dénaturer la réalité soviétique », de « mêler leurs voix à tous ceux qui attaquent le PCF ». Ils sont coupables d'avoir parlé ! Leur livre est interdit à la fête du journal La Marseillaise.

Dès l'instant où la réalité quotidienne, avec ses faits innombrables, contredit radicalement toute idée de socialisme, on ne peut qu'arracher cette étiquette à l'URSS. C'est ce qu'on fait les Kehayan. C'est ce que leur reproche également la direction du PCF. A ses yeux, quelques critiques sont nécessaires, mais il ne faut surtout pas arracher le masque.

Sans être forcément d'accord avec tous les points de vue qu'ils énoncent, nous considérons néanmoins que le livre de Nina et Jean Kehayan est un acte courageux, utile. La vérité est révolutionnaire, disait Lénine. Lisez ce livre, faites le lire autour de vous, notamment aux membres du PCF qui, eux aussi, recherchent la vérité.

André COLERE

Lyon

Pourquoi les égoutiers sont mécontents

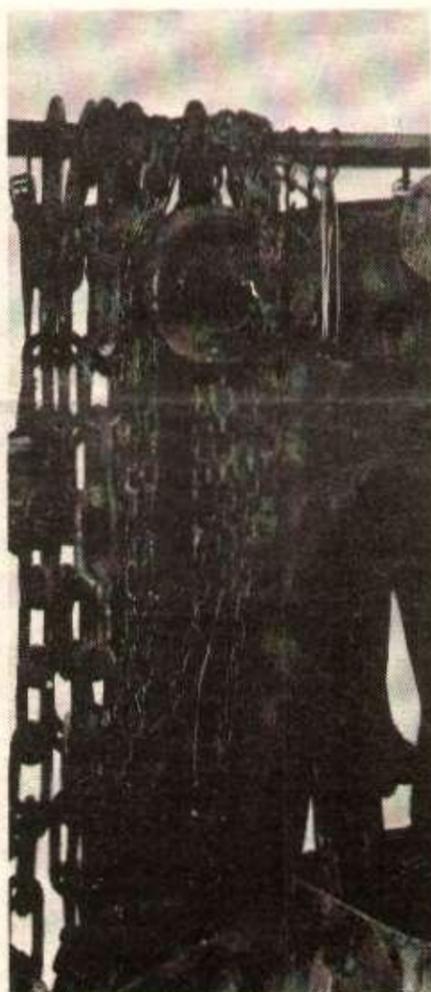
LORS d'une assemblée générale des grévistes, nous avons discuté avec des égoutiers. Ils nous ont parlé de leurs conditions de travail et de leurs revendications. Ils se battent depuis 1970 pour obtenir des salaires corrects qui correspondent mieux au travail dur et ingrat qu'ils font chaque jour. La bataille est devenue plus dure depuis 1973. Plusieurs grèves ont eu lieu depuis cette date. Aujourd'hui, côte à côte avec les éboueurs et d'autres travailleurs municipaux, ils sont déterminés à obtenir satisfaction.

Malgré des conditions de travail difficiles, leurs salaires restent parmi les plus bas de la fonction publique. Ils veulent un alignement de leurs payes sur celles des égoutiers parisiens. On se souvient que ces derniers ont mené une grande grève l'an dernier et les égoutiers lyonnais les ont soutenus.

Elle sont pénibles pour plusieurs raisons. D'abord, travailler dans les égouts, c'est être exposé aux maladies de toutes sortes, beaucoup d'égoutiers, d'ailleurs, n'atteignent pas l'âge de la retraite. Il y a aussi les rats, qui vous sautent directement à la figure, et les rats, ce n'est pas très sain ! Comme a conclu l'un des égoutiers, « Nous, on ne travaille pas dans des salons ! ».

Il y a une autre raison qui explique les mauvaises conditions de travail, c'est la corruption qui règne dans certains services de la Courly (*). Ainsi, le matériel mis à la disposition des égoutiers n'est pas adapté à leur travail. Pourquoi ? Parce qu'il se passe des magouilles et des pots-de-vin entre responsables des achats de matériel et fournisseurs. Entre eux, il se monte des affaires juteuses et les égoutiers, eux, se retrouvent avec du matériel de mauvaise qualité. Ainsi, les camions qui servent à curer les égouts ne sont pas assez puissants alors que certaines entreprises privées qui travaillent pour le compte de la Courly dans certains secteurs (Ets Bonfond, Sema) ont du matériel bien supérieur, ce qui améliore beaucoup les conditions de travail.

Correspondant Lyon.



Les outils de travail des égoutiers : rudimentaires (Photo HR)

Chaffoteaux (Côtes-du-Nord)

Des débrayages journaliers, des actions pour des augmentations de salaire

DEPUIS le 12 octobre, les ouvriers débrayent tous les jours, en général deux heures le matin et deux heures l'après-midi, ce qui fait 80 heures depuis le début. Les revendications sont les suivantes : augmentation de 350 F pour tous, 13e mois complet, retour aux 40 heures, classification des OS, 5e semaine de congé payés.

Il faut savoir qu'un OS1 touchait 13,27 F de l'heure en octobre et un OS2 2 150 F par mois. Ce qui démolit l'opinion « Chaffoteaux, ça paie bien ».

Du retard a été pris dans les salaires, surtout en 1974/1975, la direction faisant retomber ses « difficultés » sur le dos des ouvriers. Aujourd'hui, la boîte marche bien avec de nombreuses commandes et a même embauché 150 ouvriers depuis septembre. Les patrons peuvent donc payer et les ouvriers ont saisi le moment pour poser leurs revendications.

La lutte est sous la direction des syndicats CGT, très organisée et très majoritaire, CFDT et FO de plus en plus déterminées. Depuis un mois et demi les 1 500 ouvriers débrayent, bloquent la nationale, défilent dans les ateliers de l'usine SMB d'à côté, vont manifester à St-Brieuc, distant de six kilomètres...

Quelques hésitants ou de nouveaux embauchés ont été ralliés à la grève, la commission féminine de la section CGT se montre active et l'autre jour, alors que les délégués étaient en réunion, le débrayage est parti de la base.

La direction ne cédait pas, comptant sur le pourrissement de la grève, mais elle commence à s'impatienter et menace évidemment de fermeture si ça continue. Les ouvriers aussi s'impatientent et c'est pour cela que, le 17 novembre, ils ont durci l'action en déchargeant deux camions pleins de chauffe-eau en partance pour le stock de Chartres (Eure et Loire).

Le lendemain, ils remettaient ça en bloquant, de plus, les quais de chargement. Beaucoup souhaitent durcir encore davantage la lutte pour obliger Thiry, le patron, à céder.

BIEN PARTIS POUR GAGNER

En effet, outre leur détermination et leur unité impressionnante, la forme d'action choisie est la plus gênante pour le patron et la plus supportable financièrement pour les ouvriers. Enfin, les ouvriers peuvent compter sur la solidarité des travailleurs de la région.

En ce sens, la journée nationale d'action de la CGT a été un temps fort. Ce n'est pas un hasard si 2 500 travailleurs (à 95 % des ouvriers) se sont retrouvés autour des Chaffoteaux dans une manifestation et un meeting très combatifs. Ça faisait longtemps que l'on avait vu autant de monde à St-Brieuc alors que seule la CGT appelait et ce n'était pas la manifestation-enterrement habituelle.

Il y avait Chaffoteaux bien sûr, mais aussi Sambre et Meuse, le Joint Français, les Forges et Laminiers... Les mots d'ordre les plus repris étaient « Nos 350 F... », « Un peuple uni ne sera jamais vaincu », ainsi que le puissant « Solidarité mes frères... ».

La manifestation du 15 était un premier pas dans l'élargissement du soutien, mais cela ne doit pas s'arrêter à cette seule journée. En effet, jusqu'ici les autres usines sont encore très peu mobilisées dans le soutien et on arrive au 40e jour de grève.

Seule une lutte tous ensemble et en même temps permettrait de faire reculer un bon coup les capitalistes de Chaffoteaux. D'ailleurs beaucoup d'autres boîtes ont aussi d'importantes revendications, notamment le Joint Français.

Correspondant St-Brieuc

PARIS-19e CONFERENCE-DEBAT SUR LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE AVEC ANNIE BRUNEL

Après son retour du Kampuchea, le jeudi 23 novembre, 9, rue du Pré-Saint-Gervais à 20 h 30

RENNES PROJECTION-DEBAT AUTOUR DU FILM « TIMOR, TERRE AGRESSEE, TERRE D'ESPOIR ».

Cette projection est organisée par l'Association Peuple et liberté (ASPEL), association anti-imperialiste rennaise, avec l'association de solidarité au Timor-Oriental. Cette soirée a pour objectif d'informer le public rennais sur la colonisation portugaise dont le Timor-Oriental a été l'objet et sa récente invasion par l'Indonésie. Cette projection-débat aura lieu à la Maison de quartier de Villejean, le samedi 25 novembre à 20 h 30.

Le dernier numéro de La Faucille est paru



L'augmentation des prix agricoles pour la campagne 1979/1980

PROCHE DE ZERO !

La manifestation des producteurs de porc de Pontivy le 8 novembre

CREDIT AGRICOLE Un marchandage qui s'annonce prolongé

Prix 3 F Passez vos commandes à La Faucille BP. 258-75866 Paris Cedex 18 - CCP. 1756483 B Paris.



Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente cinq millions fin décembre, pour que vive l'humanité rouge. Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en pré-cisant : pour le calendrier 1979.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal. Joindre le règlement.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druetne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978.

En ce 17 octobre 1961, il y a bientôt sept années qu'a commencé la sale guerre d'Algérie. Les colonialistes français ont déjà massacré des centaines de milliers de personnes en Algérie.

En France, dans l'immigration, la police arrête, torture, assassine à un rythme élevé. Mais ces différentes mesures n'ont entamé en rien la détermination du peuple algérien.

Comme il n'arrive pas à briser la lutte du peuple algérien, comme il n'arrive pas à briser l'unité combattante des immigrés algériens d'avec les combattants des maquis en Algérie, le gouvernement a décidé de franchir un nouveau pas dans l'escalade.

En effet, la préfecture de police de Paris instaure le couvre-feu pour les immigrés algériens de 20 h à 5 h 30 ce qui signifie en clair que tout Algérien ou Algérienne pris par la police dans cet espace de temps peut être incarcéré et inculpé.

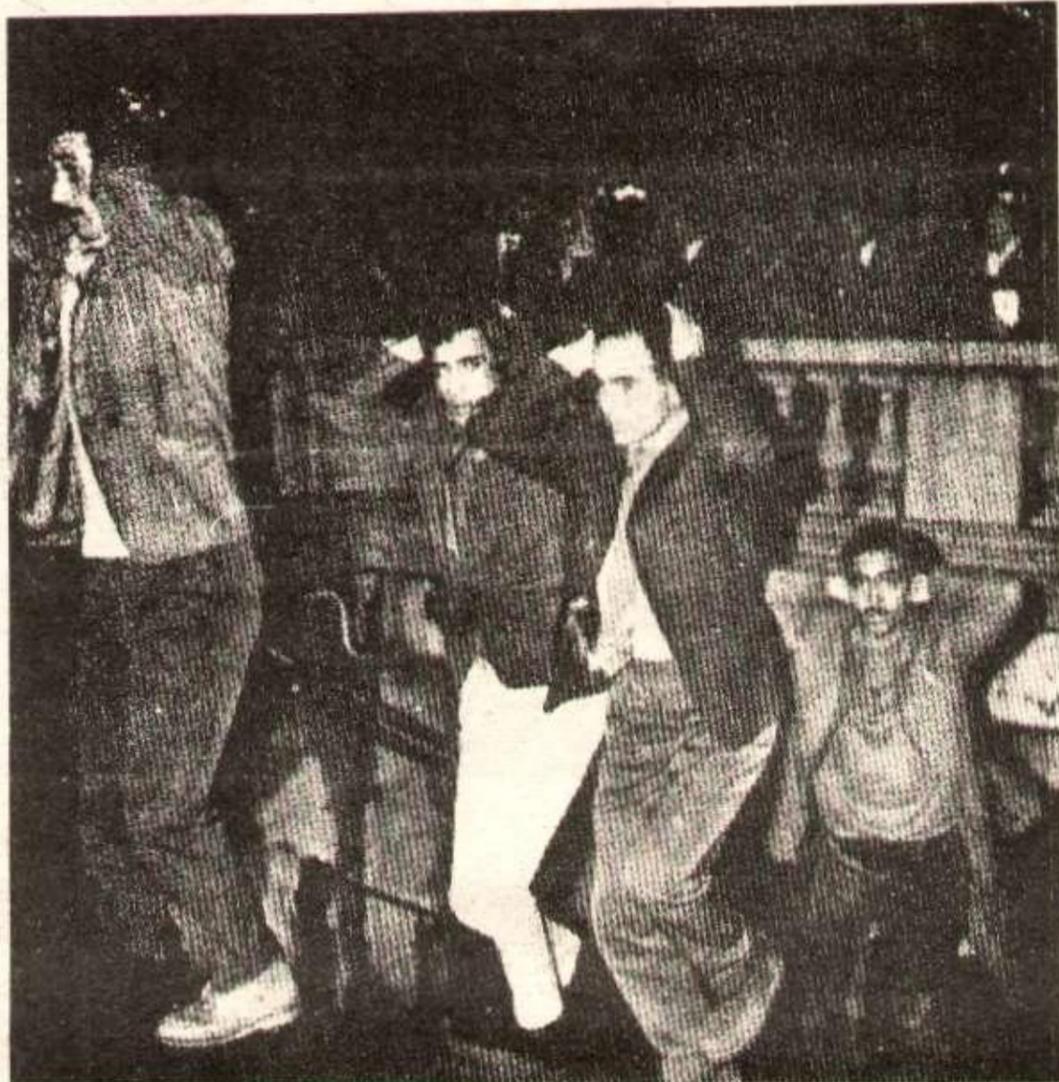
UN DÉFI

En fait, cette mesure arbitraire est un véritable défi qui témoigne de la peur des colonialistes et de leur défaite politique et militaire.

Dès le 14 octobre, le FLN mobilise les militants et les militantes. Les réunions succèdent aux réunions. Les mots d'ordre sont définis, ils sont au nombre de deux : « Algérie libre », « Le FLN au pouvoir ».

Les consignes très strictes sont transmises : la manifestation sera pacifique, pas d'arme, pas de couteau, pas de barre de fer. Ce sera une manifestation militante avant tout. Les militants qui assurent le service d'ordre ont reçu aussi des consignes très strictes en cas de provocation policière, ils doivent répondre : « A bas le couvre-feu ! Négociez avec le GPRA (1) ! Vive le FLN ! Libérez les détenus ! ».

Ce sont par des slogans politiques que les masses algériennes



Manifestation du 17 octobre 1961 : les travailleurs algériens sont matraqués par les flics dans le métro.

« forces de l'ordre ». Passée la surprise et surmonté le flottement, les policiers en armes, regroupés, réorganisés, passent partout à la contre-attaque. Les charges succèdent aux charges, les gourdin tourbillonnent, les matraques s'abattent sur les minces bêtets, sur les têtes aux cheveux crépus... ».

LA REPRESSON

La répression colonialiste est à l'image de la peur que le gouvernement a eu. Les flics tabassent à tour de bras. Au pont de Neuilly, des groupes de flics et de CRS matraquent systématiquement puis jettent dans la Seine des centaines d'Algériens. Pendant les jours qui suivront on retrouvera des centaines de corps aux écluses. Une répression comme on n'en vit pas depuis la Commune de Paris ou l'occupation nazie.

Un soldat français infirmier, raconte lui-aussi la répression :

« Certains sont debout, pressés contre les grilles, les autres couchés à même le sol, blottis les uns contre les autres pour lutter contre le froid... Le matériel d'infirmier que nous avons suffi à peine aux plaies légères. Pour les blessures profondes, nous n'avons ni sulfamides, ni antibiotiques... Les blessés qui ont des fractures du crâne ne peuvent pas être soignés et meurent rapidement ».

Dans les jours qui suivirent la manifestation, 10 000 Algériens sont arrêtés, tabassés, mit dans des camps à Vincennes et pour le plus grand nombre au Palais des sports, la répétition du Vel d'hiv, mais cette fois ce n'était pas les juifs qu'on entassait, c'était les Arabes.

UNE VICTOIRE POLITIQUE

Incontestablement, cette manifestation est une victoire politique. La répression ne put empêcher d'affirmer la participa-

Paris, le 17 octobre 1961

Le pouvoir faisait massacrer

de l'immigration répondaient aux mitraillettes des flics français. C'est un acte de courage politique extraordinaire : répondre à la barbarie colonialiste par des mots d'ordre politiques témoigne de l'impressionnante mobilisation politique de ces hommes et de ces femmes, sûrs de la victoire de leur peuple et de la justesse de leur cause.

LA MANIFESTATION

C'est dans l'après-midi du 17 octobre que sont connus les points de rassemblement : Concorde, République, Étoile, Opéra et Place St-Michel.

Toutes ces manifestations convergent vers République. Ils sont 30 000 à 40 000 à défiler, avec leurs mots d'ordre, dans le calme. Un journaliste français raconte :

« 30 000 Algériens, d'un seul coup dans le cœur de Paris. Personne parmi la foule française n'avait jamais imaginé une chose pareille. Certains applaudissent, d'autres conspuent les défilés insolites... »

Cela dure plus d'une heure. Eux, les 30 000 Algériens à qui M. le préfet de police recommande si expressément, si instamment de « s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris », ils sont descendus dans ces rues de Paris et ils tiennent le pavé. Eux les bicots ! Les ratons, les bougnoules, c'est comme ça vous savez bien que tout le monde les appelle. Ils se considèrent comme des hommes libres et ils se montrent... Ils ne s'arrêtent que devant les premiers gros barrages des

plusieurs centaines d'Algériens

A L'OCCASION de la semaine organisée par Lionel Stoléru sur les immigrés, nous avons jugé utile, comme on dit, de rafraîchir la mémoire à nos bourgeois sur leur comportement à l'égard des immigrés algériens pendant la guerre d'Algérie.

Pour montrer à quel point ils ont la mémoire courte sur leurs crimes passés, nous avons choisi de parler de la plus grande manifestation de l'immigration algérienne à Paris, la manifestation du 17 octobre 1961.

tion massive des travailleurs algériens à la lutte de libération nationale de leur pays. Comme le dit Tayeb Belloula dans son livre *Les Algériens en France* : « Cette date, le 17 octobre 1961, à Paris, est le plus important acte politique de notre émigration ».

DES LEÇONS POUR NOUS

La guerre d'Algérie est encore présente dans la mémoire des gens de notre pays. Le racisme antialgérien est savamment cultivé par la bourgeoisie. Les attentats dont sont victimes nos frères algériens se comptent par dizaines et rares sont ceux dont les coupables sont trouvés.

La barbarie coloniale n'a pas connu de bornes pendant la guerre d'Algérie. Aujourd'hui la répression est plus insidieuse mais toujours présente. Le combat antiraciste n'est pas fini.

La bourgeoisie a beau jeu de dénoncer les déclarations démentes d'un Darquier de Pellepoix, mais ce n'est qu'un parent. Son « antiracisme » de fraîche date cache mal son racisme quotidien. On ne peut oublier des journées comme le 17 octobre 1961, car elles sont le reflet exact de l'état d'esprit de la bourgeoisie vis-à-vis des immigrés. Il faut garder cela à l'esprit.

Yves LEPIC

(1) GPRA : gouvernement provisoire révolutionnaire algérien.